Analyse of the determinats of improving the living conditions of women vegetable farmers in the municipality of Grand-Popo in Benin

Résumé

Les grandes résolutions au plan national qu'international pour lutter contre la faim sont celles liées à la production agricole à grande échelle afin de répondre aux défis actuels de la sécurité alimentaire. C'est pour cela que les politiques de développement agricole sont orientées vers l'usage des engins de gammes variées et les intrants quelles que soient les régions. Toutefois, il faut reconnaître que dans la chaîne de production en milieux ruraux, on peut encore rencontrer des agriculteurs qui essaient de produire avec les moyens traditionnels. Dans leur rang se trouvent les femmes. L'objectif de cette recherche est d'analyser les déterminants de l'amélioration des conditions de vie des femmes maraîchères dans la commune de Grand-Popo au Bénin. La recherche documentaire, l'observation et l'entretien, qui ont pour outils respectifs la fiche de lecture, la grille d'observation, le guide d'entretien et le questionnaire, sont les instruments d'enquête qui nous ont permis de collecter des données aussi qualitatives que quantitatives auprès de quatre-vingt deux (82) productrices de la cible concernée. Le choix raisonné est adopté pour l'échantillonnage et le modèle d'analyse utilisé est le fonctionnalisme. Des résultats obtenus, il ressort que le niveau de moyens de substance des femmes maraîchères détermine le faible rendement avec pour conséquence la fixation des prix de vente des produits par les acheteurs. De même, l'insuffisance de financement explique la vente précoce des produits maraîchers chez beaucoup d'entre elles. Enfin, la concurrence déloyale entre les productrices se comprend par le fait que les prix ne sont pas fixés à l'avance et que les conditions de production ne sont les mêmes.

Mots clés : Analyse, Conditions de vie, femmes maraîchères

Abstract :

The major resolutions at the national and international levels to combat hunger are those related to large-scale agricultural production in order to address the current challenges of food security. This is why agricultural development policies are oriented towards the use of a variety of machinery and inputs regardless of the regions. However, it should be acknowledged that within the production chain in rural areas, there are still farmers who attempt to produce using traditional means. Among them are women. The objective of this research is to analyze the determinants of the improvement of living conditions for women vegetable growers in the municipality of Grand-Popo in Benin. Document research, observation, and interviews, with their respective tools including reading sheets, observation grids, interview guides, and questionnaires, are the survey instruments that allowed us to collect both qualitative and quantitative data from eighty-two (82) target producers. A reasoned choice was adopted for sampling, and the analysis model used is functionalism. From the results obtained, it appears that the level of living resources for women vegetable growers determines the low yields, which consequently affects the pricing of the products by buyers. Similarly, the lack of funding explains the early sale of vegetable products for many of them. Finally, the unfair competition among producers can be explained by the fact that prices are not set in advance and that production conditions differ.

Keywords: Analysis, Living conditions, women vegetable growers

Introduction

L'agriculture est l'une des activités essentielles de la population béninoise. Elle permet de nourrir toutes les couches socio professionnelles. Son importance dans la chaîne économique

UNDER PEER REVIEW IN IJAR

ainsi que dans la résolution des crises socio sanitaires n'est plus un secret. Cela peut se justifier par le choix des politiques publiques pour ledit secteur et la mobilisation des uns et des autres pour la réussite des efforts dans ce domaine (Décret n°2017-101 du 27 février 2017 constatant approbation de la création des Agences Territoriales de Développement Agricole ; Décret n°2018-128 du 17 avril 2018 portant approbation des statuts de l'Agence Territoriale de Développement Agricole de l'Ouémé-Atlantique-Littoral-Mono ; Décret N° 2021-563 du 03 Novembre 2021 portant attributions, organisations, et fonctionnement du Ministère de l'Agriculture, de L'Elevage et la pèche). Reconnaissons aussi que l'agriculture est l'activité qui occupe une grande partie de la population active et est la seule activité dans d'autres localités du pays vu leur position géographique ou leurs ressources. Un de ses volets est le maraîchage, une culture intensive de légumes pratiquée en plein air ou sous abri et l'une des principales activités économiques dans certaines localités du sud du Bénin, y compris Grand-Popo. Pour les habitants de cette localité et ses environs, depuis des générations, le maraîchage est considéré comme une source de revenus à long terme, puisqu'il mobilise un grand nombre d'hommes et de femmes. Autrement dit, l'implication de ces femmes dans le maraîchage suscite des préoccupations scientifiques. C'est pour cela que notre recherche se focalise spécifiquement sur ces dernières dans leur activité. Ce choix s'explique non seulement par leur forte implication dans la production, mais aussi parce qu'elles représentent un pilier essentiel du développement communautaire.

Malgré leur implication et l'intensité des travaux quotidiens des femmes maraîchères de la commune de Grand-Popo, elles continuent de faire face à divers problèmes qui entravent l'amélioration de leurs conditions de vie (Allagbé H., Aitchedji M.et Yadouleton A., 2014). Lors des premières investigations du terrain, nous avons pressenti des difficultés parmi lesquelles figurent l'accès limité aux ressources financières, les contraintes liées à l'acquisition des terres et l'absence de soutiens technique et organisationnel (ACED –BENIN, 2016). C'est justement ce qui nous pousse à approfondir ces constats afin d'en faire une réalité scientifique bien élaborée. Nous pensons également qu'une telle entreprise de recherche pourrait être utile pour les autorités administratives et d'autres organismes à vocation agricole dans leur choix de politiques pour réduire les obstacles liés aux facteurs socioculturels qui perpétuent les marginalisations économique et sociale des femmes de cette commune. En comprenant mieux ces déterminants, les parties prenantes et les femmes concernées elles-mêmes pourront ensemble œuvrer pour renforcer le rôle crucial des femmes dans le développement local pour un meilleur épanouissement de toutes les couches. Nous avons donc jugé utile de s'intéresser aux déterminants de l'amélioration des conditions de vie des femmes maraîchères dans la commune de Grand-Popo.

Pour mieux circonscrire et rendre compte du phénomène objet de ce travail, nous vous définissons la démarche suivie. D'abord, nous présentons l'approche méthodologique adoptée et ensuite nous structurons l'analyse des déterminants de l'amélioration des conditions de vie des femmes maraîchères dans la commune de Grand-Popo.

1- Approche méthodologique

Dans le cadre de cette recherche à caractère mixte, à la fois qualitative et quantitative et pour parvenir à l'objectivité, nous avons adopté une méthodologie qu'il nous plaît de vous présenter dans ce paragraphe. D'abord, nous avons opté pour une exploration du terrain afin d'apprécier le phénomène dans le milieu et voir la pertinence de son choix du milieu. A ce sujet, des informations ont été collectées auprès d'un échantillon pour la pré-collecte et est composé des autorités administratives, des femmes maraîchères sans oublier les populations

UNDER PEER REVIEW IN IJAR

dans lesquelles on peut trouver les époux, les parents proches et les enfants desdites femmes. La satisfaction de cette première étape nous a poussés à l'enquête proprement dite. Ensuite, tout au long de cette recherche, une documentation fournie au moyen des fiches de lecture nous a permis de faite la revue documentaire sur la question de la sécurisation des postes par les acteurs. Sur le terrain, grâce aux outils élaborés tels que la grille d'observation, le guide d'entretien et le questionnaire, nous avons fait une large collecte auprès des acteurs concernés au moyen des observations directes et des entretiens. Les données obtenues ont été traitées à base des logiciels Word et Excel avant d'être analysées suivant un modèle principal qui est fonctionnalisme. La pertinence des techniques et l'efficacité des outils de recherches nous ont permis de surmonter les difficultés rencontrées et de mener à bien cette recherche. Les résultats obtenus permettent de mieux comprendre le fait en étude et sont consignés dans le volet ci-après.

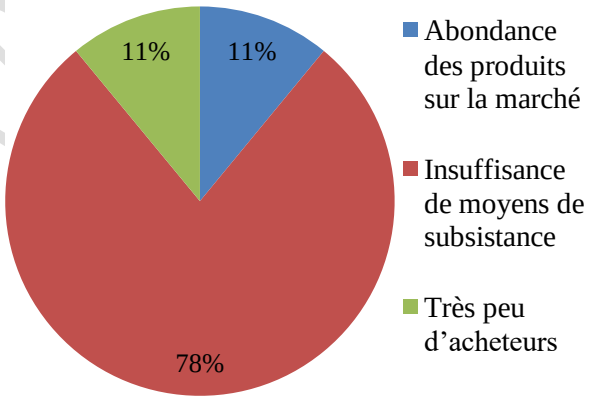
2- Analyse des déterminants de l'amélioration des conditions de vie des femmes maraîchères dans la commune de Grand-Popo

Partir de la méthodologie adoptée, des techniques choisies ainsi que des outils élaborés dans le cadre de la présente recherche, nous avons obtenu des données non négligeables. Ainsi, après dépouillement et traitement, les résultats tournent autour des insuffisances de financement des activités chez les femmes maraîchères de Grand-Popo, la non harmonisation des prix des produits finis pour la vente et l'absence d'une structure ou association pouvant aider ces femmes à fédérer les efforts pour s'afficher face aux acheteurs. Les figures et propos ci-après sont des illustrations de ces faits étudiés.

2-1- Insuffisance de moyens pour le financement de la production

Dans la perspective de comprendre les raisons qui expliquent les conditions de vie des femmes de la filière production maraîchère dans la commune de Grand-Popo, nous avons recueilli des données consignées dans les figures.

Figure n°1: Raisons de fixation de prix de vente des produits maraîchers par les acheteurs



Source : Enquête de terrain, juin 2024

De cette figure n° 1, il ressort que sur un total de quatre-vingt-deux (82) femmes maraichères enquêtées et ayant répondu à notre entretien, 11% estiment que l'abondance des produits sur le marché et dans la même période est la raison de la fixation des prix par les acheteurs. 78% d'entre elles pensent plutôt que l'insuffisance de moyen de subsistance constitue la principale raison de la fixation des prix par les acheteurs. Enfin, 11% desdites femmes attribuent ce problème au nombre très peu d'acheteurs de ces produits. Les femmes

UNDER PEER REVIEW IN IJAR

(à 100%) ayant évoqué l'insuffisance de moyens pour la production, affirment qu'elles font recours aux prêts pour continuer les travaux.

On peut dégager de cette recherche que le problème majeur auquel les femmes maraîchères sont confrontées dans la commune de Grand-Popo est l'insuffisance de moyen de subsistance. Toutefois, nous ne devons pas oublier que le fait que les produits sortent dans la même période sur le marché et qu'il n'y a pas des systèmes de conservation ni assez de clients pour prendre les produits n'est pas aussi à négliger dans les problèmes qui minent la chaine de production du maraîchage. Ceci fait qu'on pourra retenir dans les propos des acteurs rencontrés un phénomène majeur : « le peu d'acheteurs peuvent facilement se concerter et décider du sort des femmes productrices ». Nous pouvons retenir pour cette situation et de façon plus explicite, pour avoir davantage de compréhension quelques interviews accordées par des femmes maraîchères :

> *« Notre véritable souci, quand nous sommes en pleine activité, c'est de pouvoir rentabiliser la production. Vous savez, quand tu manques de moyens, alors que tu vois le niveau déjà atteint dans la production, nous sommes dans l'obligation de courir pour trouver de l'argent afin de ne pas perdre tout ce qui est investi ou est fait comme effort depuis des semaines voire des mois. Mais très souvent, comme les moyens sont insuffisants, nous sommes obligées d'aller vers les acheteurs afin de leur proposer de nous faire des avances (des prêts financiers) pour achever les travaux et pour payer les produits d'entretien. Evidemment, dans ce type de contrat, il y a des montants que tu ne peux pas dépasser à la vente puisque tu ne peux pas vendre ton produit à une autre personne en dehors de celui chez qui tu as fait de prêt. Ce qui est plus difficile dans notre milieu ici, c'est que les acheteurs ont les moyens et veulent aussi se faire assez d'économie sur le dos des femmes productrices. A cet effet, les acheteurs se concertent pour donner le montant d'achat chez les vendeuses. Cela crée de conflits par moment, mais on n'a plus le choix. Sinon, quand tu auras désormais besoin de l'argent en urgence, vers qui tu iras ? Les conditions que posent les institutions de micro finances ne sont pas adaptées à nos réalités. Dès que tu fais de prêts, le mois suivant, il faut commencer par rembourser. Il n'y a pas cette femme parmi nous qui peut répondre à cette exigence des institutions. Si elles avaient de réserves, elles n'iraient pas vers ces institutions. N'oublions pas aussi que ces institutions de micro finance nous font perdre assez du temps. Il faut laisser son travail, passer beaucoup de temps dans les institutions, attendre longtemps pour être payé, etc.»* (G. T. femme maraîchères, 48 ans, juin 2024).

De façon approfondie, on comprend que les réalités des institutions de micro finances ne favorisent pas en majorité les femmes maraîchères dans la commune de Grand-Popo. C'est ce qui les force à se tourner vers les acheteurs locaux qui imposent à leur tour le principe de la commercialisation des produits maraîchers. Et comme les produits sont déversés sur le marché dans la même période, l'abondance crée forcément la chute du prix d'achat. Une informatrice nous raconte ceci :

> *« Il fut une année, j'ai eu pitié de moi-même et de toutes les productrices en général. Le peu de récolte que j'ai réalisé à mes propres moyens était disponible à une période où le marché était vraiment saturé. J'ai attendu longtemps, le temps que celles qui ont fait de prêt puissent vendre les leurs, pour voir si cela pourrait s'améliorer. Finalement, j'ai été obligée de les sortir pour la vente. Sur le marché également, nous sommes obligées de supplier les acheteurs et comme vous le savez, il n'y a plus rien à imposer dans ce cas. Au contraire, c'est eux qui vont s'imposer avec les prix qui les profitent. A des*

UNDER PEER REVIEW IN IJAR

moments donnés, tu verras tes produits se gâter sans trouver de preneurs. C'est ce que nous vivons dans le milieu. Il arrive des moments où vous allez vendre et tout le monde est content. Mais ces temps sont relativement faibles par rapport à ce que nous vivons dans le quotidien. Nous voyons d'autres femmes qui font de prêts pour leurs activités, mais chez nous, c'est vraiment difficile. Je dois dire vrai, cette activité n'est pas mal vu notre climat et notre terre. Notre vraie difficulté reste les moyens financiers pour atteindre de grands objectifs en matière de la production. Nous avons assez de défis à relever par rapport à nos conditions de vie. Il faut penser à la conservation et je peux déjà imaginer ce que cela aussi peut coûter en dehors de ce que coûte la production elle-même.

Je peux aussi imaginer que c'est la situation lors des ventes qui peut-être n'arrangent pas les institutions de micro finances. Puisqu'il leur faut une garantie. J'ai vraiment envi de quitter le milieu pour aller faire autre chose mais à qui vais-je laisser les enfants et la famille ? Si les autorités réfléchissaient avec nous, on peut trouver les moyens de s'en sortir puisque c'est l'une des principales activités de la localité. Nous sommes conscientes aujourd'hui que la femme ne doit plus rester sans rien faire. Mais voilà la situation » (F. D., femme maraîchère, 52 ans, juin 2024).

A la suite de toutes ces interventions, nous retenons que le manque de moyens reste le défaut majeur noté chez les femmes. On note que chez certaines d'entre elles, les terres qu'elles cultivent sont louées. Puisque les terres sont louées, il faut qu'elles puissent rentabiliser. Si elles laissent le temps passés ou si elles n'arrivent pas à maximiser la production, c'est une perte. C'est ce qui les pousse à se tourner vers les emprunts. Chez d'autres, au-delà des terres louées, il faut assez de mains-d'œuvre pour les aider à atteindre certains objectifs en matière de la production. Nous pouvons comprendre ces aspects en s'intéressant aux propos d'une informatrice :

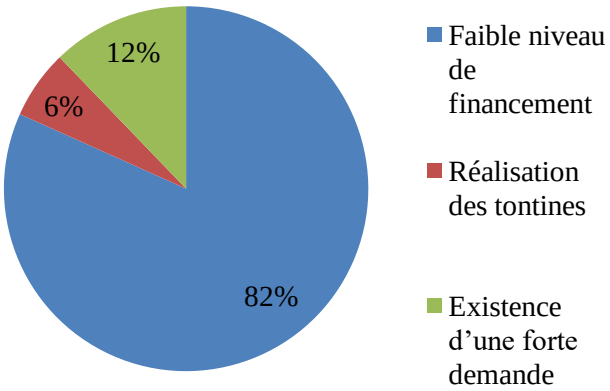
« *J'ai loué la portion de terre que je cultive. On me l'a louée pour une durée de trois ans. Mais quand j'ai loué, il faut que je puisse l'exploiter convenablement afin de retrouver ce que j'ai investi. Dans ce cas, je dois donner le meilleur de moi-même. J'ai l'obligation de trouver des gens pour m'aider. Cela aussi a besoin de moyens. La main-d'œuvre a un coût. Nous donnons raison à la logique ancienne des parents qui faisaient beaucoup d'enfants pour la production. Mais aujourd'hui, il y a d'autres paramètres qui interviennent dont l'obligation de la scolarisation. Vous comprenez également que pour ce travail, il faut avoir les équipements au point. L'eau est notre premier besoin. Pour faire le forage, il faut les moyens. Pour l'installer nous avons besoin des beaucoup de moyens afin de couvrir les installations. Mais quand c'est fait, on peut en bénéficier pour longtemps. Nous sommes conscientes de ce qui se passe avec nous mais on peut continuer à croire qu'avec le temps on trouvera les méthodes ou les stratégies pour s'en sortir* » (H. R., femme maraîchère, 45 ans, juin 2024).

2-2- Financement des activités des femmes de la production maraîchère

Les enquêtes ont révélé que dans la commune de Grand-Popo, il se note un faible niveau de financement des activités de la production maraîchère.

Figure n° 2 : Financement des activités des femmes

UNDER PEER REVIEW IN IJAR



Source : Enquête de terrain, juin 2024

Dans cette figure n°2, le résultat frappant est le faible niveau de financement. Ces femmes à 82% ont identifié le faible niveau de financement comme point essentiel qui impacte l'amélioration des conditions de vie des femmes dans les activités de maraîchage. C'est la confirmation des résultats de la figure n°1. Les femmes s'efforcent pour avoir les conditions de vie améliorées c'est pour cela qu'elles s'adonnent intensément à leurs activités. Les observations sur le terrain, témoignent de l'ampleur et de l'envergure des activités desdites femmes dans le milieu. Malheureusement, elles sont confrontées aux difficultés de financement de leurs activités. Il faut retenir que selon quelques-unes d'entre elles (12%), la demande en matière de la production des cultures maraîchères est forte dans le milieu.

De ce résultat, malgré la forte demande en matière des produits maraîchers, on note qu'il existe une grande majorité de femmes maraîchères qui manquent de financement pour leurs activités. Un informateur rencontré nous dit ceci :

> « *Il serait bien de comprendre ce qui explique le faible financement des activités des femmes dans ce milieu. Pour ma part, nous sommes dans une institution financière. Nous avons nos conditions pour les prêts. Mais vous aller constater que dans le milieu, il y a une pratique qui nous indigne. Les femmes n'ont pas souvent de l'autorité. Dès qu'elles font des prêts, leurs époux peuvent les leur arracher pour régler un problème concernant la famille ou le ménage dans l'espoir de rembourser. Mais vous-mêmes vous savez ce qui se passe quand il s'agit d'un prêt venant de la femme et que les hommes doivent rembourser. Dans ces cas, les femmes vont continuer à faire les remboursements sans avoir le courage d'affronter les époux pour en réclamer. Parfois, on assiste à des impayés sur de longues dates et pour plusieurs femmes. Cela a poussé les autorités de notre structure à revoir les conditions du prêt et réduire les cibles pour les prêts d'un certain montant. Pour les femmes maraîchères, elles ont besoin des montants d'une catégorie afin de faire face aux besoins réels de la production. Je peux vous avouer que ce sont des braves femmes. Ce que je vois ici, rares sont même les hommes qui se battent comme elles. C'est aussi vrai qu'on peut retrouver les hommes dans d'autres secteurs d'activités* » (T., P., agent d'une entreprise de micro finance, 39 ans, juin 2024).

Les propos de cet agent de la structure de micro finance nous amène à mieux comprendre les raisons du faible financement. Puisqu'au Bénin, les formes des micros crédits qu'accorde le gouvernement de nos jours, passent forcément par les structures agréées du milieu. Et si ces structures ont déjà les informations du genre, cela pourrait être un frein pour la mise en œuvre sur le terrain. Les reformes au Bénin sont de plus en plus orientées vers les redevabilités ou la transparence dans les gestions. Les structures chargées de prêts sont plus méfiantes et rigoureuses. C'est une sorte d'assainissement du secteur afin de faire éviter les dérives qui

UNDER PEER REVIEW IN IJAR

s'observaient dans le domaine des finances. On peut déjà imaginer les raisons du recours aux tontines par les populations.

Certains enquêtés (6%) ont manifesté le désir et la volonté de réaliser les tontines pour soutenir leurs activités. Une informatrice nous rapporte ce qu'elle comprend de la situation en disant ceci :

> « *C'est parce que nous manquons de financement que nous avons commencé à faire les tontines. Mais c'est sur la base de ce que nous faisons que nous pouvons faire la tontine. Ce qui nous manque surtout c'est l'organisation. Si celles qui font tontines vont sur le même marché que celles qui ne font pas tontines, les acheteurs sont les mêmes. Ils ne peuvent pas acheter le même produit à des prix différents. C'est comme s'ils nous mettent dans une situation d'égalité. Vous savez, chez nous, l'acheteur ne veut pas assurer le déplacement. Il laisse le transport à la charge des productrices. S'il y avait des acheteurs diversifiés, cela pourrait améliorer la chose*.
> *Le véritable problème aussi, nous faisons toutes la même activité. Nous avons besoin des moyens au même moment. Cela veut dire qu'il faut servir tout le monde au même moment. S'il y avait de possibilité que certaines d'entre nous prennent ce qui est cotisé comme tontine, cela pourrait aider. Mais quand tu fais cela c'est comme tu aimes une partie et vous vous êtes entendues pour écarter les autres. Les autres qui ont également les mêmes besoins, comment elles vont faire ? En résumé, on a besoin des financements autres que nos tontines. Nous-mêmes, nous réfléchissons sur cet aspect. Nous avons déjà rencontré les responsables des institutions financières. Nos échanges ne sont pas encore fructueuses* » (D. R., femme maraîchère et responsable d'un groupe de tontine, 46 ans, juin 2024).

Ces propos montrent que les femmes elles-mêmes sont conscientes de la situation et sont à pieds d'œuvre pour une sortie de situation. Malheureusement, les tontines réalisées sont utilisées pour la question de la scolarisation des enfants et bien d'autres besoins de ménage. Ceci nous fait comprendre que la pratique telle qu'elle se passe dans le milieu, maintient les femmes continuellement dans leur état de dépendance financière dont la conséquence directe reste les conditions de vie difficiles. Elles ont la volonté de travailler pour changer les choses et elles s'y mettent, mais l'environnement n'est pas favorable pour un changement immédiat de paradigmes. Celles qui parviennent à faire des tontines, et qui l'ont exprimé, rencontrent les mêmes difficultés que les autres, puisqu'il n'existe pas une organisation pouvant leur permettre de se mettre ensemble pour une action solidaire. L'inexistence de l'organisation ne favorise pas la fixation des prix par les productrices elles-mêmes. Une autre femme maraîchère aborde la question en disant :

> « … *Si nous voulons que nos conditions de vie changent, nous devons forcément nous mettre en association et ainsi, même les autorités locales vont nous respecter. Nous avons vu ailleurs des associations qui œuvrent pour le développement de leurs activités. Elles sont respectées et elles assistent à des grandes rencontres avec les autorités en charge de l'agriculture. C'est même aujourd'hui la condition pour bénéficier des avantages des structures en charge du secteur. Nous avons la volonté de travailler. Nous voulons aussi que nos enfants évoluent dans les études comme les enfants des fonctionnaires et autres. Nous voulons aussi que les gens viennent nous aider à agrandir nos activités. Nous avons besoin de la main-d'œuvre dans nos champs. Parce que seules, nous ne pouvons rien. Mais nous n'avons pas les moyens, on risque même de perdre ce que nous avons déjà fait par moment. C'est en cela que nous disons que nous manquons de moyens. Nous avons vu ailleurs que les associations ont reçu des outils de travail auprès des autorités. Il en a même des Organisations Non Gouvernementales (ONG) qui font des forages pour les associations. Nous n'avons pas encore bénéficié. Chez nous, nous avons véritablement*

UNDER PEER REVIEW IN IJAR

besoin de l'eau. Si nous en avons assez, nous pouvons même essayer des cultures hors saison. Avec ça, le problème que nous posons peut être résolu. On pourra prendre des prêts si nous sommes sures d'avoir de revenu à tout moment » (D. A., femme maraîchère, 38 ans, juin 2024).

Des propos de cette informatrice, nous voyons déjà d'autres problèmes sous jacent qui continuent de maintenir les femmes dans leurs conditions de vie. Le contenu du développement suivant nous conduit à aller comprendre les raisons des difficultés des femmes maraîchères de Grand-Popo.

2- 3- Difficultés des femmes maraîchères de la commune de Grand-Popo

Il faut retenir à partir de cette recherche que les femmes intervenant dans le maraîchage à Grand-Popo rencontrent beaucoup de difficultés. Cela amène nombreuses d'entre elles à se décourager. On note chez une informatrice une déception. Elle s'exprime en ces termes :

« … *C'est malheureux ce que nous vinons avec les contrats quand nous n'avons pas les moyens pour continuer les travaux de maraîchage. Le plus souvent, quand on va vers les prêteurs, ils fixent déjà le prix d'achat avant la récolte. Le prix de vent peut être le double après sur le marché, cela ne leur regarde pas. Donc tu prends l'argent en fonction de la quantité que tu dois livrer. Que ta récolte soit bonne ou pas, le prêteur doit prendre exactement ce que tu lui dois. Chez d'autres, le prix est fixé selon le niveau d'évolution des plants. Quel que soit ce que tu vas investir après, ils ne vont plus augmenter le prix à la fin, c'est-à-dire au moment de la récolte. Tout le bénéfice est à eux. Si je peux m'exprimer autrement, ils gagnent plus que nous les productrices. C'est comme si nous travaillons pour les autres. Nous cherchons les méthodes appropriées pour quitter cette situation* » (A. S., femme maraîchère, 39 ans, juin 2024).

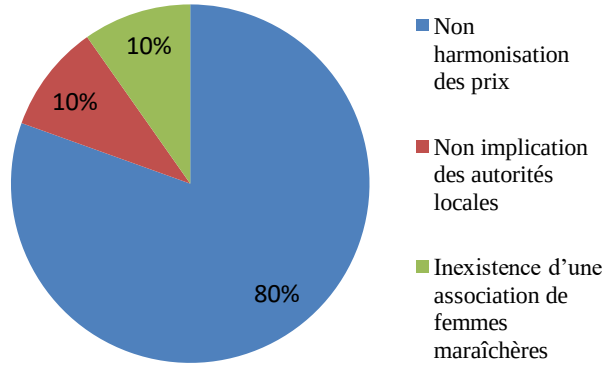
Nous comprenons que sur le marché, les femmes maraîchères rencontrent des difficultés liées à la fixation de prix des produits. Il y ressort également une imposition du prix d'achat qui va exclusivement à l'avantage ou au profit des acheteurs. C'est pour cela que nous avons poussé la curiosité de comprendre le rôle des autorités locales dans la gestion des marchés ou de la vente des produits maraîchers qui constituent une activité non moins importante dans la commune.

« *Les autorités de notre localité ont certainement leurs objectifs. Mais ce que je sais, nous n'avons un accompagnement dans nos activités. Combien d'autorités ont souci de nos réalités sur le marché et même dans la chaîne de production. Ils sont seulement là pour les tickets dans les marchés. Tu vends ou pas ce n'est pas leur problème. Nous avons appris qu'il a des projets agricoles dans le milieu, mais ça ne concerne pas encore notre maraichage. Mais vu l'importance du maraîchage dans cette localité, les autorités devraient penser à quelque chose pour nous* » (H. D., femme maraîchère, 42 ans, juin 2024).

Ces propos de l'informatrice nous confirment l'indifférence des autorités locales aux difficultés des femmes maraîchères. La figure suivante retrace les résultats obtenus.

UNDER PEER REVIEW IJAR

Figure N°3 : Difficultés des femmes maraîchères de Grand-Popo



Source : Enquête de terrain, juin 2024

Sur cette figure n°3, nous notons que 80% de femmes maraîchères trouvent que la non harmonisation des prix est la difficulté rencontrées dans la culture de maraîchage. 10% desdites femmes ont avancé comme difficultés la non implication des autorités locales dans la gestion des activités et la commercialisation. 10% de ces mêmes femmes ont exprimé que l'inexistence d'une association de femmes maraîchères constitue également la difficulté éprouvée dans la production et la commercialisation. Un informateur nous donne son point de vu sur la question des difficultés des femmes.

> « *Je partage avec ces femmes les difficultés qu'elles rencontrent. Elles sont femmes et nous savons combien sont difficiles les travaux champêtres. Nous savons également ce que ces femmes apportent dans leurs ménages et surtout pour l'éducation des enfants. Nous devons aussi comprendre que la plupart des projets qui viennent dans les communes sont des projets de l'Etat central. Et vous savez que pour question de corruption, les autorités sont contraintes de respecter les closes de chaque projets. Si par exemple les projets disponibles ne concernent pas le maraîchage, on ne peut pas l'orienter vers le maraîchage. Tout cela nous faire dire que les projets par le passé ont été détournés et la redevabilité et la transparence posent problème. Il faut dire aussi que les actions des Organisations de la société civile ne sont pas visibles sur le terrain. Elles-mêmes peuvent penser à se mettre ensemble pour des luttes communes. Je connais ailleurs, une organisation des vendeurs d'ananas. Cette organisation rassemble acheteurs, vendeurs, producteurs, transporteurs, etc. En tout cas pour ma part, ils sont bien organisés. Cela facilite la chaîne de production et la commercialisation. Si je vais compléter quelque chose, je peux dire que les autorités n'ont le temps pour les champs et les activités des populations. Elles sont plus dans les administrations ou comment faire pour se faire une image dans les localités. Ne pensez pas qu'aune autorité va passer dans les champs pour s'enquérir des difficultés des travailleurs. Vous les verrez seulement au moment des campagnes électorales. Sauf si parmi elles, il y a quelqu'un qui est dans l'activité et qui va vouloir travailler pour sa propre cause. Noter que ce cas est rare dans nos milieux. Pour les agents travaillant dans le domaine de l'agriculture et qui sont sur le terrain, ils sont plus utilisés pour les projets financés par l'Etat afin d'avoir les retours sur l'évolution des projets* » (F. G., un cadre du milieu, 62 ans, juin 2024).

Les propos de l'informateur, au delà de la confirmation du constat des difficultés que rencontrent les femmes maraîchères, apporte quelques raisons pouvant éclairer sur l'absence des autorités dans la chaine de production et de la commercialisation.

UNDER PEER REVIEW IN IJAR

A travers ce travail, trois difficultés auxquelles sont confrontées les femmes maraîchères se dégagent : la non harmonisation des prix ; la non implication des autorités locales dans la gestion des activités et la commercialisation ; l'inexistence d'une association de femmes maraîchères. Il est vrai qu'en majorité, lesdites femmes reconnaissent que c'est la non harmonisation des prix qui est la plus grande difficulté.

2-4- Discussions

Les femmes rencontrées dans le cadre de cette recherche à 78% ont trouvé que l'insuffisance de moyen de subsistance constitue la principale raison de la fixation des prix par les acheteurs. Seulement 11% ont estimé que c'est l'abondance des produits sur le marché et dans la même période qui est la raison de la fixation des prix par les acheteurs ; 11% desdites femmes ont lié ce problème au nombre très peu d'acheteurs de ces produits. Ainsi, à la suite de Delacroix et al. (2014), nous retiendrons que le prix est une variable très importante du marketing. C'est une variable sources de recette qui conditionne la rentabilité de l'entreprise. Des prix trop faiblesse ou trop élevés conduisent à un chiffre d'affaires insuffisant. C'est une variable flexible qui peut faire l'objet de variations rapides, dont certains temporaires. Le prix est souvent une variable d'ajustement qui permet de faire coïncider offre et demande. Le prix est au cœur des relations avec des distributeurs. Les distributeurs font pression sur les prix pratiqués par les industriels dans le but de baisser les prix de vente aux consommateurs tout en conservant une marge confortable. Les industriels souhaitent eux aussi préserver leur marge et négocient dans les conditions des distributeurs. Le prix est un facteur de différenciation de l'offre et il contribue à la formation de l'image de marque par les consommateurs. Le consommateur accorde beaucoup d'importance aux prix et ceci encore davantage dans un contexte où le pouvoir d'achat est au cœur des préoccupations. Dans la même logique d'idée que ces auteurs, nous comprenons que ce même phénomène qu'ils avaient déjà étudié, s'observe et s'accentue ici à Grand-Popo. Lorsque les productrices sont incapables dans une certaine mesure de financer elles-mêmes leurs productions, elles sont dans la contrainte d'aller vers les acheteurs. Le pouvoir d'achat est un élément et facteur déterminant dans ce contexte pour la fixation du prix des marchandises (Giraud J-P, 2012 ; Artus P., 2019 ; Baudin F. et Lame A., 2008 ; Touati M., 2015 ; Piketty T., 2014). Les auteurs n'ont même pas nous décrire ce qui se passe dans leur milieu d'étude. Ce qui est le plus connu, vu qu'on parle d'industrie et de consommateur, c'est l'entreprise qui a les moyens et les consommateurs ou les clients peuvent aller prendre à crédit dans une certaine condition ou un certain contrat. On peut dire que le cas de la commune de Grand-Popo en termes d'activités de maraîchage semble être atypique mais plus connu dans le contexte béninois. Il existe des types de contrat entre les producteurs ou les agriculteurs qui s'entendent sur le prix d'achat de la mesure avant que le produit ne soit disponible sur le marché. Le producteur est donc libre de faire le prêt financier qu'il va rétrocéder en compensation de son produit agricole. Dans ce cas, la commercialisation des produits agricoles est liée au type de contrat. Il faut noter ici qu'il s'agit d'un système de « plus-value » où la classe qualifiée de bourgeoisie (acheteurs ou prêteurs) manipule le marché à son gré pour des fins économiques. Nous pouvons rejoindre quelques auteurs comme Karl M. (1867) ; Zola E. (1885), Lefebvre H. (1974) ; Sorel G. (1908) et Bourdieu P. (1979). Les réalités étudiées par ces auteurs bien que différentes, montrent l'exploitation d'une classe par une autre et témoigne d'une domination liée à la chaîne de production. Nous pouvons dire que ces tendances s'observent un peu partout dans le monde à des échelles différentes et avec des acteurs différents. Cela rentre parfois dans une certaine escroquerie liée à la faiblesse de la classe dominée ou de son incapacité à se défendre. Ce fait doit nous aider à mieux comprendre les appels de Karl M. (1867) à la mobilisation de la classe dominée pour la lutte. Ici dans le cas précis des femmes de la chaîne de maraîchage de Grand-Popo, nous pouvons penser à une forme de solidarité

UNDER PEER REVIEW IN IJAR

agissante à travers la mise en place des associations de défense des intérêts communs desdites femmes. De cette association pourrait naitre des mutuelles de solidarités et autres avantages.

En pénétrant les concepts de capital économique, culturel, social et symbolique développés par Bourdieu P. (1979), nous comprenons davantage que la domination ne date pas d'aujourd'hui puisque les différentes formes de capital comptent pour la domination sociale. Donc ce que nous constatons dans la commune de Grand-Popo n'est qu'un reflet de l'« Habitus » qui n'est rien d'autre qu'une façon de penser et d'agir ancrée dans les conditions sociales et économiques. Autrement dit, les plus riches veulent toujours conserver leurs places en se mettant ensemble pour empêcher les autres à travers leurs activités économiques. C'est une question de relation de pouvoir en quelque sorte qui se traduit dans les activités du maraîchage même si les femmes concernées ont de difficultés à les accepter en raison de leur état de pauvreté qui perdure dans le temps.

Dans d'autres milieux autres que Grand-Popo, les gens ont la possibilité d'aller faire de prêt financier et exhiber comme garantie, une portion de terre, une partie de la palmeraie. Cette garantie est récupérée à condition que le débiteur rembourse totalement le montant prêté. Dans le cas contraire, prêteur continue d'exploiter la terre ou la palmeraie durant des mois ou des années.

Il faut dire que tout cela dépend du pouvoir financier des acteurs. En le ramenant à notre cadre d'étude, la fixation du prix par les productrices ou les acheteurs est un point culminant et une décision importante qui sont fonction des avoirs des uns et des autres. Nous voyons alors le prix comme le seul élément qui peut apporter une valeur financière aux productrices ou aux acheteurs. Autrement dit, si les productrices doivent avoir leurs conditions de vie améliorées, il faut qu'elles cherchent les voies et moyens de se donner un pouvoir économique bien assis. Il en a de même pour les acheteurs. S'ils veulent conserver la maîtrise du prix et continuer d'avoir le monopole du marché, ils doivent être des références en matière du pouvoir d'achat. Quand nous savons que la vente est un contrat entre plusieurs acteurs que nous pouvons qualifier de producteurs, de clients ou consommateurs ; le fournisseur entre dans un engagement à livrer une marchandise, le client ou le consommateur à en payer le prix et à en prendre livraison. En conséquence, la vente devient un acte conclu dès qu'il y accord sur objet déterminé le prix. Nous pouvons comprendre que ce qui se passe chez les femmes productrices de Grand-Popo est un contrat établi entre elles et les acheteurs. Elles doivent chercher des moyens pour sortir d'un tel contrat qui maintient leurs conditions de vie dans une incertitude.

Lorsque les femmes évoquent les faiblesses au niveau des prix, nous notons qu'au niveau des acheteurs, il y a un système fonctionnel qui leur permet de dominer sur les vendeuses. C'est une sorte de solidarité mécanique (Durkheim E, 1893) qui s'observe entre les acheteurs pour qu'ils aient le monopole de domination des prix. Le contraire pourrait s'observer chez les femmes productrices. Dans la perspective d'une recherche de solutions pour cette situation des femmes productrices, il serait envisageable qu'elles se penchent sur les modalités d'une ou des organisation (s) bien fonctionnelle (s) afin mener ensemble des luttes efficaces pour leurs activités. Ce n'est peut-être qu'à ce prix que les autorités pourront les connaître et se mettre ensemble avec elles pour les questions d'accompagnement et de soutien à travers les projets ainsi que des opportunités bien nourris dans leur secteur d'activités. Nous savons également qu'il est facile aux organisations de la société civile de travailler avec des groupements qu'avec les individus.

UNDER PEER REVIEW IN IJAR

Conclusion

Au terme de cette recherche portant sur l'analyse des déterminants de l'amélioration des conditions de vie des femmes maraîchères dans la commune de Grand-Popo, nous pouvons dire que les résultats obtenus sont d'une grande pertinence. Tout ceci grâce à la qualité des outils utilisés et le choix des techniques. L'objectif étant focalisé sur les déterminants servant d'obstacles au développement des femmes maraîchères de la commune de Grand-Popo, il ressort clairement que dans le milieu la question de financement des activités desdites femmes fait partie des facteurs qui les maintiennent dans cet état. En effet, nous retenons que pour financer leurs activités, les femmes font recours aux prêts et aux tontines. Mais les prêts sont faits auprès des acheteurs des produits finis. Ce qui n'arrange pas leurs rentabilités. Puisque les acheteurs seront obligés de s'imposer lors des ventes. Les structures officielles des prêts sont dans une certaine méfiance, vu les réalités passées du prêt dans le milieu. Quant aux tontines devant être reversées dans les activités desdites femmes, elles sont plutôt utilisées pour les besoins des ménages. Du coup, les productions sont faiblement financées.

Cette recherche a également montré que les femmes maraîchères sont des actrices incontournables du développement local. Leur autonomisation et leur soutien doivent être au cœur des stratégies de développement agricole pour garantir un avenir prospère et équitable pour tous. Toutefois, pour parvenir à cet idéal, il faut trouver les stratégies pour les sortir des difficultés auxquelles elles sont confrontées. Au nombre de ces difficultés, nous avons la non harmonisation des prix comme principale difficulté rencontrées dans la vente des produits du maraîchage. Ensuite, les femmes elles-mêmes ont avancé comme difficultés la non implication des autorités locales dans la gestion des activités et la commercialisation des produits. Enfin, ces mêmes femmes ont exprimé que l'inexistence d'une association de femmes maraîchères constitue également la difficulté éprouvée dans la production et la commercialisation.

Du fait que l'amélioration des conditions de vie des femmes maraîchères de Grand-Popo ne profite pas seulement aux femmes concernées, mais contribue également au développement économique et social de la commune tout entière, il est important de trouver les solutions auxdites difficultés des femmes pour l'avenir de toute la communauté. Ainsi, les femmes elles-mêmes se donnent comme défis pour atteindre des objectifs de développement, la mise en place des associations de productrices, afin d'avoir des programmes de formation et de sensibilisation. Dans ce sens, elles entrevoient les mécanismes d'accès aux crédits et aux ressources productives pouvant favoriser un environnement institutionnel et juridique qui protège et valorise le travail des femmes maraîchères.

Références bibliographiques

Ouvrages et mémoires

Durkheim, E. (1893), De la division du travail socail, Paris, Felix Alcan ;

ACED -BENIN (2016), *Étude de consommation des produits maraîchers dans le marché d'Akassato*

Allagbé, H. Aitchedji, M.et Yadouleton, A. (2014), *Genèse et développement du maraîchage urbain en République du Benin*

Autissier, V. (1994) Jardins de villes, Jardins des champs ; maraichage en Afrique de l'Ouest du diagnostic a l'intervention, Edition GRET 295 p.

Delacroix, E., Debenedetti, A., & Sabri, O. (2014). *Marketing*. Paris : Pearson.

UNDER PEER REVIEW IN IJAR

Fortier J. M. (2016), *Jardinier-maraicher-manuel d'agriculture biologique*

0FIO, A. C. (2006), *Étude sur les flux des produits maraichers au Benin*

Gouvernement du Bénin, Décret N° 2021-563 du 03 Novembre 2021 portant attributions, organisations, et fonctionnement du Ministère de l'Agriculture, de L'Elevage et la pèche ;

Gouvernement du Bénin, Document le nouveau dispositif d'Administration du secteur agricole à l'Approche d'opérationnalisation du Bénin d'étude et d'Appui au secteur Agricole (B2A);

Décret n°2018-128 du 17 avril 2018 portant approbation des statuts de l'Agence

Territoriale de Développement Agricole de l'Ouémé-Atlantique-Littoral-Mono;

Décret n°2017-101 du 27 février 2017 constatant approbation de la création des Agences Territoriales de Développement Agricole;

-https://www.ecolex.org/fr/details/legislation/decret-n-2017-101-du-27-fevrier-2017-constatant-approbation-de-la-creation-des-agences-territoriales-de-developpement-agricole-lex-faoc168873/ (Consulté le 15 Avril 2O24 à 19h20)

https://www.procarbenin.org/wp-content/uploads/2020/11/Rapport_finalis%C3%A9_Etude_Flux-_PADMAR_10_7_19.pdf (Consulté le 13 Avril 2O24 à 20h00)

https://www.memoireonline.com/02/12/5258/m_Cultures-maraicirccheres-et-securite-alimentaire-en-milieu-rural7.html (Consulté 09 Avril 2O24 à 21h39)

https://acedafrica.org/publication/etude-de-consommation-des-produits-maraichers-dans-le-marche-dakassato/ (Consulté 09 Avril 2O24 à 21h55)

https://www.librairie-permaculturelle.fr /potager/6-livre-le-jardinier-maraicher-jean-martin-fortier.html (Consulté le 08 Avril 2O24 à 22h10)

https://search.proquest.com/openview/8299a255d4d2b1f69f75b2078193e602/1?pq-origsite=gscholar&cbl=2031961 (Consulté le 05 Avril 2O24

Document de travail habitat III, Emploi et les moyens de subsistance, new york, mai 2015 ; https://habitat3.org, consulté le 12 octobre 2024 à 16h 39

Moyens de subsistance, https://inee.org , consulté le 12 octobre 2024 à 16h 59

Moyens de subsistance et inclusion économique, https://emergency.unhcr.org, consulté le 12 octobre 2024 à 17h 02

UNDER PEER REVIEW IN IJAR